

Si les pays en développement ont de la difficulté à protéger leur milieu ambiant, nous souffrirons également des conséquences. Leurs chances de développement économique peuvent être compromises par une mauvaise gestion de l'environnement. En bout de ligne, les conséquences environnementales et économiques se répercutent sur nous tous.

Nos programmes d'aide au développement et les efforts des pays en développement comporteront peu d'avantages durables si nous n'arrivons pas à coopérer comme il se doit pour assurer la croissance et la stabilité de l'économie mondiale dans un climat de libre concurrence.

Le Comité d'aide au développement de l'OCDE joue un rôle essentiel quant au maintien du volume et de la qualité de l'ensemble de notre aide. Il nous permet aussi de réfléchir sur le rôle de nos programmes et de nos politiques d'aide dans la promotion du développement. C'est pourquoi nous nous réjouissons du travail entrepris par le comité pour situer nos efforts de coopération en matière de développement dans le contexte des défis qui nous attendent dans les années quatre-vingt-dix. Le Canada a bien hâte de voir le résultat de ces travaux à la réunion de l'année prochaine.

Les premiers résultats de cette analyse sont conformes à la politique canadienne, telle qu'elle a été énoncée dans la stratégie que nous avons publiée l'année dernière.

Une des principales conclusions auxquelles nous en sommes arrivés à l'occasion de notre examen est que nous devons appuyer les politiques et les programmes que les pays en développement entreprennent eux-mêmes.

De saines politiques économiques nationales sont essentielles à un développement et à une croissance durables. Ces politiques doivent améliorer l'efficacité de l'économie, favoriser l'épargne intérieure et attirer les investissements étrangers qui sont vitaux lorsqu'il s'agit de financer le développement.

Non seulement devons-nous encourager ces politiques, mais nous devons aussi être disposés à fournir l'appui nécessaire pour aider les pays en développement à les mettre en oeuvre.

Les réformes politiques doivent être non seulement saines sur le plan économique, mais aussi socialement acceptables. Les considérations sociales doivent donc être